

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2019/12346]

14 MARS 2019. — Décret visant à renforcer l'accrochage scolaire des élèves de l'enseignement secondaire ordinaire et spécialisé de forme 4 ne répondant plus à la définition de l'élève régulier, et portant diverses mesures en matière d'inscription tardive, de signalement, de fréquentation des cours et de dispense de certains cours

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

CHAPITRE I^{er}. — *Disposition relative au signalement des élèves ayant atteint neuf demi-jours d'absence injustifiée dans l'enseignement fondamental*

Article 1^{er}. Dans l'arrêté royal du 20 août 1957 portant coordination des lois sur l'enseignement primaire, à l'article 10, l'alinéa 1^{er} est remplacé par les alinéas suivants :

« Lorsqu'un élève atteint les neuf demi-jours d'absence injustifiée, le Pouvoir organisateur ou son délégué, dans l'enseignement subventionné, ou le directeur, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, le signale, au plus tard le cinquième jour ouvrable scolaire qui suit, aux Services du Gouvernement en charge du contrôle de l'obligation scolaire. Chaque demi-journée d'absence injustifiée du même élève leur est signalée à la fin de chaque mois.

Lorsqu'un élève n'est pas signalé conformément à l'alinéa précédent avant le 15 janvier, celui-ci n'est plus considéré comme régulièrement inscrit et n'est par conséquent pas comptabilisé pour le calcul du capital-périodes et des dotations ou subventions de fonctionnement de l'établissement pour l'année scolaire suivante. ».

CHAPITRE II. — *Dispositions relatives à la sanction des études des élèves ayant dépassé vingt demi-jours d'absence injustifiée dans l'enseignement secondaire ordinaire et spécialisé de forme 4*

Section I^{re}. — Dispositions modifiant l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire

Art. 2. Dans l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire, à l'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « et régulièrement inscrits » sont insérés entre les mots « élèves réguliers » et « pendant quarante semaines ».

Art. 3. Dans le même arrêté royal, à l'article 2, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 11°, les mots « points 9° ou 10° ci-dessus » sont remplacés par les mots « points 9°, 10° ou 11bis° » ;

2° il est ajouté un 11bis°, rédigé comme suit :

« 11bis° Elève régulièrement inscrit : désigne l'élève qui, répondant aux conditions d'admission, est inscrit pour l'ensemble des cours d'une forme d'enseignement, d'une section et d'une orientation d'études déterminées ; ».

Art. 4. Dans le même arrêté royal, à l'article 21bis, § 1^{er}, il est inséré un nouvel alinéa 2, rédigé comme suit :

« Entre le 15 et le 31 mai, le conseil de classe prend la décision d'autoriser ou non l'élève régulièrement inscrit visé à l'article 26 du décret du 21 novembre 2013 organisant divers dispositifs scolaires favorisant le bien-être des jeunes à l'école, l'accrochage scolaire, la prévention de la violence à l'école et l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire, à présenter les examens de fin d'année, sur la base du respect des objectifs qui lui ont été fixés par l'équipe éducative. ».

Section II. — Dispositions modifiant le décret du 21 novembre 2013 organisant divers dispositifs scolaires favorisant le bien-être des jeunes à l'école, l'accrochage scolaire, la prévention de la violence à l'école et l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire

Art. 5. Dans le décret du 21 novembre 2013 organisant divers dispositifs scolaires favorisant le bien-être des jeunes à l'école, l'accrochage scolaire, la prévention de la violence à l'école et l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire, l'article 26 est remplacé comme suit :

« Art. 26. A partir du deuxième degré de l'enseignement secondaire ordinaire et spécialisé de forme 4, l'élève qui compte, au cours d'une même année scolaire, plus de 20 demi-jours d'absence injustifiée, ne satisfait plus à l'obligation de fréquenter effectivement et assidûment les cours, telle que prévue par l'article 2, 9° et 10°, de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire, et ne peut donc plus prétendre à la sanction des études en fin d'année scolaire, sauf décision favorable du conseil de classe telle que visée à l'article 21bis, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire.

Lorsqu'un élève a dépassé 20 demi-jours d'absence injustifiée, le directeur informe par écrit ses parents ou responsables légaux, ou l'élève lui-même s'il est majeur, des conséquences de ce dépassement sur la sanction des études. Le directeur précise également que des objectifs seront fixés à l'élève, dès son retour dans l'établissement scolaire, afin qu'il puisse être admis à présenter les épreuves de fin d'année.

Dès le retour de l'élève, l'équipe éducative, en concertation avec le centre psycho-médico-social, définit collégalement des objectifs visant à favoriser l'accrochage scolaire de l'élève, en lien avec le plan de pilotage visé à l'article 67, § 2, du décret « Missions ». Ces objectifs sont définis au cas par cas et répondent au(x) besoin(s) de l'élève.

Le document reprenant l'ensemble des objectifs est soumis, pour approbation, aux parents ou aux responsables légaux de l'élève, ou à l'élève lui-même s'il est majeur.

Entre le 15 mai et le 31 mai, il revient au Conseil de classe d'autoriser ou non l'élève à présenter les examens de fin d'année, sur la base du respect des objectifs qui lui ont été fixés. La décision de ne pas admettre l'élève à la sanction des études ne constitue pas une attestation d'orientation C, telle que définie à l'article 23, § 2, 3°, de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire.

Les objectifs fixés à l'élève font partie de son dossier. Par conséquent, en cas de changement d'établissement après que l'élève ait dépassé les 20 demi-jours d'absence injustifiée, l'établissement d'origine transmet le document reprenant la liste des objectifs au nouvel établissement, qui peut les conserver en l'état ou les adapter, auquel cas ce document devra à nouveau être approuvé par les parents ou responsables légaux de l'élève s'il est mineur, ou par lui-même s'il est majeur.

L'élève qui dépasse les 20 demi-jours d'absence injustifiée après le 31 mai peut prétendre à la sanction des études, sans décision préalable du conseil de classe.

Le directeur transmet au Gouvernement, pour le 30 juin de chaque année scolaire, la liste des élèves ayant dépassé les 20 demi-jours d'absence injustifiée au cours de cette année scolaire, en distinguant parmi ceux-ci :

1° les élèves qui ne se sont plus présentés dans l'établissement depuis qu'ils ont dépassé les 20 demi-jours d'absence injustifiée ;

2° les élèves qui ont fréquenté à nouveau l'établissement mais dont les parents, responsables légaux ou eux-mêmes n'ont pas approuvé les objectifs qui lui ont été fixés ;

3° les élèves dont les parents, responsables légaux ou eux-mêmes ont approuvé les objectifs fixés et pour lesquels le conseil de classe a estimé qu'ils ont atteint ces objectifs ;

4° les élèves dont les parents, responsables légaux ou eux-mêmes ont approuvé les objectifs fixés mais pour lesquels le conseil de classe a estimé qu'ils n'ont pas atteint ces objectifs et ne les a, en conséquence, pas autorisés à présenter les examens de fin d'année. ».

CHAPITRE III. — *Dispositions relatives au calcul du NTPP, des dotations/subventions de fonctionnement, et du cadre organique du personnel non chargé de cours dans l'enseignement secondaire*

Section I^{re}. — Disposition modifiant la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement

Art. 6. Dans la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, à l'article 32, § 2, alinéa 1^{er}, les mots « par élève régulier » sont remplacés par les mots « par élève régulièrement inscrit ».

Section II. — Dispositions modifiant l'arrêté royal du 15 avril 1977 fixant les règles et les conditions de calcul du nombre d'emplois dans certaines fonctions du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel administratif des établissements d'enseignement secondaire

Art. 7. Dans l'arrêté royal du 15 avril 1977 fixant les règles et les conditions de calcul du nombre d'emplois dans certaines fonctions du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel administratif des établissements d'enseignement secondaire, à l'article 2, le mot « réguliers » est à chaque fois remplacé par les mots « régulièrement inscrits ».

Section III. — Dispositions modifiant le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice

Art. 8. Dans le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, aux articles 5, alinéa 2, 16, § 1^{er}, alinéa 2, et § 2, alinéa 3, 16^{ter}, alinéa 1^{er}, 19, § 2, alinéa 2, 22, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et § 5, et 23^{bis}, § 5, alinéa 4, a), le mot « réguliers » est remplacé à chaque fois par les mots « régulièrement inscrits ».

Art. 9. Dans le même décret, à l'article 16^{sexies}, alinéa 2, 2^{ème} tiret, le mot « réguliers » est remplacé par le mot « régulièrement ».

Art. 10. Dans le même décret, à l'article 22, § 1^{er}, alinéa 2, le mot « régulier » est remplacé par les mots « régulièrement inscrit ».

Section IV. — Dispositions modifiant le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre

Art. 11. Dans le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, à l'article 79^{bis}, § 4, les mots « élève régulier » sont remplacés par les mots « élève régulièrement inscrit ».

CHAPITRE IV. — *Dispositions relatives à la dispense de cours de la formation commune pour les élèves déjà titulaires d'un certificat d'enseignement*

Art. 12. Dans l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire, à l'article 15, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 1^o, il est ajouté un point e), rédigé comme suit :

« e) les titulaires d'un Certificat d'enseignement secondaire supérieur. » ;

2° au 2^o, sont ajoutés les points f) et g), rédigés comme suit :

« f) les titulaires d'un Certificat d'enseignement secondaire supérieur ;

g) les titulaires d'un Certificat d'études et d'un Certificat de qualification de la sixième année d'études de l'enseignement secondaire professionnel. ».

Art. 13. Dans le même arrêté royal, à l'article 19, sont ajoutés les paragraphes 4 et 5, rédigés comme suit :

« § 4. Uniquement en vue de l'obtention du certificat de qualification, le Conseil d'admission peut dispenser :

1° les porteurs du certificat d'enseignement secondaire supérieur ou d'un titre reconnu comme équivalent conformément à la loi du 19 mars 1971 relative à l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers de tout ou partie des cours de la formation commune ;

2° les porteurs du certificat d'études et du certificat de qualification de la sixième année d'études de l'enseignement secondaire professionnel ou d'un titre reconnu comme équivalent conformément à la loi du 19 mars 1971 relative à l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers de tout ou partie des cours de la formation commune.

Cette décision, ainsi que la liste des cours dispensés, est jointe au dossier de l'élève.

§ 5. Si, conformément aux dispositions du § 4, des dispenses de cours sont octroyées, la durée des études peut être limitée à une seule année scolaire et l'intéressé est considéré comme élève régulier de la sixième année d'études.

La limitation de la durée des études ne peut pas avoir comme conséquence que l'élève suive moins de 28 périodes hebdomadaires. ».

Art. 14. Dans l'arrêté royal du 29 juin 1984 précité, à l'article 58, les paragraphes 1^{er} et 2 sont abrogés.

CHAPITRE V. — *Disposition relative à la dérogation à l'obligation de suivre effectivement et assidûment les cours.*

Art. 15. Dans l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire, à l'article 56, alinéa 1^{er}, le point 2^o est abrogé.

CHAPITRE VI. — *Dispositions concernant la dérogation pour inscription tardive*

Section I^{re}. — Dispositions modifiant le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre

Art. 16. Dans le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, à l'article 79, les alinéas 1 et 2 du paragraphe 1^{er} sont remplacés par ce qui suit :

« § 1^{er}. L'inscription se prend toute l'année pour les élèves de l'enseignement maternel ordinaire, de l'enseignement en alternance, de l'enseignement spécialisé et pour les élèves qui s'établissent en Belgique au cours de l'année scolaire.

L'inscription dans un établissement d'enseignement primaire ou secondaire ordinaire se prend au plus tard le premier jour ouvrable scolaire du mois de septembre. Pour des raisons exceptionnelles et motivées, appréciées par le directeur, l'inscription peut être prise au-delà de cette date. ».

Art. 17. Dans le même décret, à l'article 80, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « au plus tard le 30 septembre de l'année scolaire en cours » sont remplacés par les mots « , pour autant que l'inscription soit sollicitée au plus tard le 1^{er} jour ouvrable scolaire de septembre et » ;

2^o au § 2, l'alinéa 1^{er}, est supprimé ;

3^o au § 2, les mots « après le 30 septembre » sont remplacés par les mots « après le premier jour ouvrable scolaire de septembre, ».

Art. 18. Dans le même décret, à l'article 87, les mots « au plus tard le 30 septembre de l'année scolaire en cours » sont remplacés par les mots « au plus tard le premier jour ouvrable scolaire de septembre ».

Art. 19. Dans le même décret, à l'article 88, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « , pour autant que l'inscription soit sollicitée au plus tard le 1^{er} jour ouvrable scolaire de septembre, » sont insérés entre les mots « tenu d'inscrire » et « tout élève majeur » ;

2^o le paragraphe 2 est supprimé.

Section II. — Dispositions modifiant le décret du 21 novembre 2013 organisant divers dispositifs scolaires favorisant le bien-être des jeunes à l'école, l'accrochage scolaire, la prévention de la violence à l'école et l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire

Art. 20. Dans le décret du 21 novembre 2013 organisant divers dispositifs scolaires favorisant le bien-être des jeunes à l'école, l'accrochage scolaire, la prévention de la violence à l'école et l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire, à l'article 27, alinéa 1^{er}, le 3^o est abrogé.

CHAPITRE VII. — *Disposition finale*

Art. 21. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} septembre 2019.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 14 mars 2019.

Le Ministre-Président, en charge de l'Égalité des Chances et des Droits des Femmes,

R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,

A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Recherche et des Médias,

J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de la Jeunesse, de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de Justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles, chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,

R. MADRANE

La Ministre de l'Éducation,

M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

A. FLAHAUT

—
Note

Session 2018-2019

Documents du Parlement. Projet de décret, n^o 764-1. – Rapport de commission, n^o 764-2.

– Texte adopté en séance plénière, n^o 764-3

Compte-rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 13 mars 2019

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/12346]

14 MAART 2019. — Decreet tot versteviging van de schoolherinschakeling van leerlingen van het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 4 die niet meer beantwoorden aan de definitie van regelmatige leerling, en houdende diverse maatregelen inzake laattijdige inschrijving, melding, schoolbezoek en vrijstelling van bepaalde cursussen

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK I. — *Bepaling betreffende de melding van leerlingen die gedurende negen halve dagen onverantwoord in het basisonderwijs afwezig blijven*

Artikel 1. In het koninklijk besluit van 20 augustus 1957 houdende coördinatie van de wetten op het lager onderwijs, in artikel 10, wordt het eerste lid vervangen als volgt:

« Wanneer een leerling gedurende negen halve dagen zonder reden afwezig blijft, informeert de inrichtende macht of haar afgevaardigde, in het gesubsidieerd onderwijs, of de directeur, in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, uiterlijk de vijfde werkdag die daarop volgt, de Diensten van de Regering die belast zijn met de controle van de schoolplicht. Elke halve dag onverantwoorde afwezigheid van dezelfde leerling wordt hen op het einde van elke maand meegedeeld.

Wanneer een leerling niet overeenkomstig het vorige lid vóór 15 januari gemeld wordt, wordt deze niet beschouwd als regelmatig ingeschreven leerling te zijn en wordt bijgevolg niet meegeteld voor de berekening van het lestijdenpakket en van de dotaties of subsidies voor de werking van de inrichting voor het daaropvolgende schooljaar. ».

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen betreffende de bekrachtiging van studies van leerlingen die meer dan twintig halve dagen onverantwoord in het gewoon en gespecialiseerd onderwijs van vorm 4 afwezig blijven.*

Afdeling I. — Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs.

Art. 2. In het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs, in artikel 1, § 1, eerste lid, worden de woorden « en regelmatig ingeschreven » ingevoegd tussen de woorden « regelmatige leerlingen » en « gedurende veertig weken ».

Art. 3. In hetzelfde koninklijk besluit, in artikel 2, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 11° worden de woorden « bovenvermelde punten 9° of 10° » vervangen door de woorden « punten 9°, 10° of 11bis° » ;

2° er wordt een 11bis° ingevoegd, luidend als volgt:

« 11bis° Regelmatig ingeschreven leerling : verwijst naar de leerling die aan de toelatingsvoorwaarden beantwoordt en die ingeschreven is voor het geheel van de cursussen van een bepaalde onderwijsvorm, afdeling en studierichting ; ».

Art. 4. In hetzelfde koninklijk besluit, in artikel 21bis, § 1, wordt een nieuw tweede lid ingevoegd, luidend als volgt:

« Tussen 15 en 31 mei neemt de klassenraad de beslissing om de regelmatig ingeschreven leerling bedoeld in artikel 26 van het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van verschillende schoolstelsels ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van studieoriëntatie, al dan niet toe te laten tot het afleggen van eindejaarexamens op basis van de naleving van de doelstellingen die hem/haar door het opvoedingsteam werden toegewezen. ».

Afdeling II. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van verschillende schoolstelsels ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van studieoriëntatie

Art. 5. In het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van verschillende schoolstelsels ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van studieoriëntatie, wordt artikel 26 vervangen als volgt :

« Art. 26. Vanaf de tweede graad van het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 4, voldoet de leerling die tijdens eenzelfde schooljaar meer dan 20 halve dagen onverantwoord afwezig was, niet meer aan de verplichting om er werkelijk en regelmatig de cursussen te volgen, zoals bedoeld in artikel 2, 9° en 10°, van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs, en kan dus niet meer in aanmerking komen voor de bekrachtiging van studies op het einde van het schooljaar, behoudens gunstige beslissing van de klassenraad zoals bedoeld in artikel 21bis, § 1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs.

Wanneer een leerling meer dan 20 halve dagen onverantwoord afwezig is gebleven, informeert de directeur schriftelijk de ouders of de wettelijke verantwoordelijken, of de leerling zelf indien hij meerderjarig is, over de gevolgen ervan op de bekrachtiging van de studies. De directeur bepaalt ook dat doelstellingen aan de leerling zullen worden toegewezen zodra hij in de schoolinrichting terugkomt zodat hij de toelating krijgt om de eindejaarexamens af te leggen.

Bij de terugkomst van de leerling bepaalt het opvoedingsteam, in overleg met het psycho-medisch-sociaal centrum, collegiaal, de doelstellingen ter bevordering van de schoolherinschakeling van de leerling, in verband met het sturingsplan bedoeld in artikel 67, § 2, van het « Takendecreet ». Deze doelstellingen worden naargelang het geval bepaald en beantwoorden aan de behoefte(n) van de leerling.

Het document met het geheel van de doelstellingen wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de ouders of de wettelijke verantwoordelijken van de leerling of aan de leerling zelf indien hij meerderjarig is.

Tussen 15 mei en 31 mei behoort het tot de Klassenraad om de toelating al dan niet te geven aan de leerling om de eindejaarsexamens af te leggen op basis van de naleving van de doelstellingen die hem werden toegewezen. De beslissing om de studies van de leerling al dan niet te bekrachtigen leidt niet tot een oriëntatieattest C, zoals bedoeld in artikel 23, § 2, 3°, van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs.

De doelstellingen die aan de leerling worden toegewezen, maken deel uit van zijn dossier. Bijgevolg, ingeval van een schoolverandering nadat de leerling meer dan 20 halve dagen onverantwoord afwezig is gebleven, stuurt de oorspronkelijke inrichting het document met de lijst van de doelstellingen aan de nieuwe inrichting, die ze in de huidige staat kan behouden of aanpassen, in welk geval dit document opnieuw zal moeten worden goedgekeurd door de ouders of wettelijke verantwoordelijken van de leerling indien hij minderjarig is, of door hemzelf indien hij meerderjarig is.

De leerling die na 31 mei het aantal van 20 halve dagen onverantwoorde afwezigheid overschrijdt, kan aanspraak maken op de bekrachtiging van studies zonder voorafgaande beslissing van de klassenraad.

De directeur bezorgt de Regering, voor 30 juni van elk schooljaar, de lijst van de leerlingen die meer dan 20 halve dagen zonder reden afwezig zijn gebleven tijdens dat schooljaar door een onderscheiding te maken tussen :

1° de leerlingen die in de inrichting niet meer zijn verschenen sinds ze meer 20 halve dagen onverantwoord afwezig waren;

2° de leerlingen die opnieuw naar de inrichting komen maar waarvan de ouders, de wettelijke verantwoordelijke of zijzelf de doelstellingen niet hebben goedgekeurd die hen werden toegewezen ;

3° de leerlingen van wie de ouders, de wettelijke verantwoordelijke of zijzelf de toegewezen doelstellingen hebben goedgekeurd en waarvoor de klassenraad van mening was dat ze deze doelstellingen hebben bereikt;

4° de leerlingen van wie de ouders, de wettelijke verantwoordelijken of zijzelf de vastgestelde doelstellingen hebben goedgekeurd maar waarvoor de klassenraad van mening was dat ze deze doelstellingen niet hebben bereikt en hen bijgevolg niet de toelating heeft gegeven om de eindejaarsexamens af te leggen. ».

HOOFDSTUK III. — *Bepalingen betreffende de berekening van het NTPP (totaal aantal lestijden-leerkracht), de dotaties/subsidies voor de werking, en de organieke personeelsformatie van de personeelsleden die niet met cursussen worden belast in het secundair onderwijs*

Afdeling I. — Bepaling tot wijziging van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving

Art. 6. In de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, in artikel 32, § 2, eerste lid, worden de woorden « onder regelmatige leerling » vervangen door de woorden « onder regelmatig ingeschreven leerling ».

Afdeling II. — Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 april 1977 tot vaststelling van de regelen en de voorwaarden voor de berekening van het aantal betrekkingen in sommige ambten van het opvoedend hulp personeel en van het administratief personeel van de inrichtingen voor secundair onderwijs.

Art. 7. In het koninklijk besluit van 15 april 1977 tot vaststelling van de regelen en de voorwaarden voor de berekening van het aantal betrekkingen in sommige ambten van het opvoedend hulp personeel en van het administratief personeel van de inrichtingen voor secundair onderwijs, in artikel 2, wordt het woord « regelmatige » telkens vervangen door de woorden « regelmatig ingeschreven ».

Afdeling III. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan

Art. 8. In het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, in de artikelen 5, tweede lid, 16, § 1, tweede lid, en § 2, derde lid, 16ter, eerste lid, 19, § 2, tweede lid, 22, § 1, eerste lid, en § 5, en 23bis, § 5, vierde lid, a), wordt het woord « regelmatige » telkens vervangen door de woorden « regelmatig ingeschreven ».

Art. 9. In hetzelfde decreet, in artikel 16sexies, tweede lid, 2de streepje, wordt het woord « regelmatige » vervangen door het woord « regelmatig ».

Art. 10. In hetzelfde decreet, in artikel 22, § 1, tweede lid, wordt het woord « regelmatige » vervangen door de woorden « regelmatig ingeschreven ».

Afdeling IV. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren

Art. 11. In het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, in artikel 79bis, § 4, worden de woorden « regelmatige leerling » vervangen door de woorden « regelmatig ingeschreven leerling ».

HOOFDSTUK IV. — *Bepalingen betreffende de vrijstelling van cursussen van de gemeenschappelijke opleiding voor de leerlingen die al titularis zijn van een onderwijsgetuigschrift*

Art. 12. In het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs, in artikel 15, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 1° wordt een punt e) toegevoegd, luidend als volgt:

« e) de titularissen van een Getuigschrift voor hoger secundair onderwijs. » ;

2° in 2° worden de punten f) en g) toegevoegd, luidend als volgt:

« f) de titularissen van een Getuigschrift voor hoger secundair onderwijs ;

g) de titularissen van een Studiegetuigschrift en een Kwalificatiegetuigschrift van het zesde studiejaar van het beroepssecundair onderwijs. ».

Art. 13. In hetzelfde koninklijk besluit, in artikel 19, worden paragrafen 4 en 5 toegevoegd, luidend als volgt :

« § 4. Slechts voor het behalen van het kwalificatiegetuigschrift kan de Toelatingscommissie:

1° de houders van het getuigschrift voor hoger secundair onderwijs of van een getuigschrift dat als gelijkwaardig wordt erkend overeenkomstig de wet van 19 maart 1971 betreffende de gelijkwaardigheid van de buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften, van het geheel of een gedeelte van de cursussen van gemeenschappelijke opleiding vrijstellen ;

2° de houders van het studiegetuigschrift en van het kwalificatiegetuigschrift van het zesde studiejaar van het beroepssecundair onderwijs of van een getuigschrift dat als gelijkwaardig wordt erkend overeenkomstig de wet van 19 maart 1971 betreffende de gelijkwaardigheid van de buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften, van het geheel of een gedeelte van de cursussen van de gemeenschappelijke opleiding vrijstellen.

Deze beslissing, alsook de lijst van de cursussen waarvan de houders worden vrijgesteld, worden bij het dossier van de leerling gevoegd.

§ 5. Indien, overeenkomstig de bepalingen van § 4, er vrijstellingen van cursussen toegekend worden, kan de duur van de studies beperkt worden tot een enkel schooljaar en wordt betrokkene beschouwd als regelmatige leerling van het zesde studiejaar.

De beperking van de duur van de studies kan niet als gevolg hebben dat de leerling minder dan 28 wekelijkse lestijden volgt. ».

Art. 14. In het bovenvermelde koninklijk besluit van 29 juni 1984, in artikel 58, worden de paragrafen 1 en 2 opgeheven.

HOOFDSTUK V. — *Bepaling betreffende de afwijking van de verplichting om werkelijk en regelmatig cursussen te volgen.*

Art. 15. In het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs, in artikel 56, eerste lid, wordt punt 2° opgeheven.

HOOFDSTUK VI. — *Bepalingen betreffende de afwijking voor laattijdige inschrijving*

Afdeling I. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren

Art. 16. In het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, in artikel 79, worden het eerste lid en het tweede lid van paragraaf 1 vervangen als volgt :

« § 1. De inschrijving gebeurt tijdens het hele jaar voor de leerlingen van het gewoon kleuteronderwijs, van het alternerend onderwijs, van het gespecialiseerd onderwijs en voor de leerlingen die zich tijdens het schooljaar in België vestigen.

Het inschrijven in een inrichting voor gewoon lager of secundair onderwijs gebeurt ten laatste op de eerste schoolwerkdag van de maand september. Omwille van uitzonderlijke en gemotiveerde redenen waar de directeur over oordeelt, kan de inschrijving na deze datum gebeuren. ».

Art. 17. In hetzelfde decreet, in artikel 80, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, eerste lid, worden de woorden « ten laatste op 30 september van het lopend schooljaar » vervangen door de woorden « , voor zover de inschrijving ten laatste op de eerste schoolwerkdag van september aangevraagd wordt en » ;

2° in § 2 wordt het eerste lid geschrapt ;

3° in § 2 worden de woorden « na 30 september » vervangen door de woorden « na de eerste schoolwerkdag van september, ».

Art. 18. In hetzelfde decreet, in artikel 87, worden de woorden «ten laatste op 30 september van het lopende schooljaar » vervangen door de woorden « ten laatste op de eerste schoolwerkdag van september ».

Art. 19. In hetzelfde decreet, in artikel 88, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, eerste lid, worden de woorden « , voor zover de inschrijving ten laatste op de eerste schoolwerkdag van september aangevraagd wordt, » ingevoegd tussen de woorden «is eveneens verplicht tot inschrijving » en « van elke meerderjarige leerling » ;

2° paragraaf 2 wordt geschrapt.

Afdeling II. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van verschillende schoolstelsels ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van studieoriëntatie

Art. 20. In het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van verschillende schoolstelsels ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van studieoriëntatie, in artikel 27, eerste lid, wordt 3° opgeheven.

HOOFDSTUK VII. — *Slotbepaling*

Art. 21. Dit decreet treedt in werking op 1 september 2019.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 14 mars 2019.

De Minister-President, belast met Gelijke kansen en Vrouwenrechten,

R. DEMOTTE

De Vice-Presidente en Minister van Cultuur en Kind,

A. GREOLI

De Vice-President, Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Onderzoek en Media,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel, belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,

R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,

M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

A. FLAHAUT

—
Nota

Zitting 2018-2019

Stukken van het Parlement.- Ontwerp van decreet, nr. 764-1. - Commissieverslag nr. 764-2.

– Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 764-3.

Integraal verslag.- Bespreking en aanneming.- Vergadering van 13 maart 2019.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2019/12327]

12 AVRIL 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 septembre 2016 fixant la condition peu aisée des candidats à une allocation d'études ainsi que les critères servant à déterminer les montants des allocations d'études

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret réglant, pour la Communauté française, les allocations d'études, coordonné le 7 novembre 1983, les articles 1^{er}, § 5, 4, 7 et 8, tels que modifiés par le décret du 8 mai 2003;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 septembre 2016 fixant la condition peu aisée des candidats à une allocation d'études ainsi que les critères servant à déterminer les montants des allocations d'études;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 août 2017 modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 septembre 2016 fixant la condition peu aisée des candidats à une allocation d'études ainsi que les critères servant à déterminer les montants des allocations d'études;

Vu l'avis du Conseil supérieur des allocations d'études donné le 15 mars 2019;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 27 février 2019;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 28 février 2019;

Vu l'avis de l'Académie de recherche et d'enseignement supérieur, donné le 2 avril 2019;

Vu la concertation avec les organisations représentatives des étudiants reconnues au niveau communautaire du 13 mars 2019 organisée conformément à l'article 33 du décret du 21 septembre 2012 relatif à la participation et la représentation étudiante dans l'enseignement supérieur;

Vu le « test genre » du 21 février 2019 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 4 mars 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;